

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22014 - 81ÈME ANNÉE

Municipales 2026 au Port à la ZUP communale : Première réunion publique avec Jean-Yves Langenier

Une assemblée vibrante et enthousiaste



La première réunion publique de la campagne officielle s'est tenue mercredi soir, au cœur de la ZUP communale pour la liste du Rassemblement des Portoïis conduite par Jean-Yves Langenier. Une large centaine d'habitants du quartier s'est regroupée sur un parking, tandis que des dizaines de foyers, autour, écoutaient les orateurs depuis leurs maisons ou assis dans les allées proches.

Dans une ambiance très chaleureuse et en présence de leurs colistiers, Patric Boitard, Firose Gador et Jean-Yves Langenier se sont adressés aux habitants de ce quartier du Port pour leur expliquer leur pro-

gramme et la raison de leur candidature.

Patric Boitard a brocardé la façon dont le maire sortant s'attribue le mérite d'avoir « changé le Port » alors qu'il n'a fait qu'hériter d'une ville qui n'arrêtait pas de changer depuis plus de quarante ans ! « "Le Port a changé, le Port a changé"... répète-t-il — mais depuis 2014... s'il a changé encore... ce n'est pas pour les Portoïis ! Le Port n'est pas une vitrine pour visiteurs en mal de sensations. Et son changement bling-bling, les Portoïis n'en veulent pas ! » a-t-il dit. Firose Gador à son tour n'a pas épargné le maire sortant, invitant les Portoïis à lui donner, le 15 mars, « sa lettre de licenciement ».

Jean-Yves Langenier, après elle, s'est attaché à dé-

montrer les plus gros mensonges proférés par le maire sortant lors du débat télévisé du 2 mars : sur le logement et sur l'emploi, les chiffres fanfaronnés par Olivier Hoarau « ne correspondent à aucune réalité » a-t-il dit, démonstration physique à l'appui dans les deux cas.

La liste du rassemblement va poursuivre ses démonstrations dans tous les quartiers du Port. Vendredi, elle sera à la Rivière des galets.

Kalouma

Logement social : la SHLMR, la SEDRE et la SODEGIS promettent plus de plus de 450 millions d'euros de marchés en 2026 et 2027

Plus de 30 000 familles attendent un logement social à La Réunion. Lors des Rencontres Économiques 2026, la SHLMR, la SEDRE et la SODEGIS ont annoncé plus de 450 millions d'euros de marchés pour 2026-2027. Une opportunité pour les entreprises locales du BTP, mais une question demeure : ces investissements permettront-ils de construire davantage de logements ou serviront-ils surtout à réhabiliter un parc dégradé car mal construit ?

À La Réunion, la question du logement social reste l'une des urgences majeures du pays. Plus de 30 000 familles attendent aujourd'hui un logement social. Derrière ce chiffre, il y a des milliers de vies suspendues : des familles entassées dans des logements trop petits, des jeunes contraints de rester chez leurs parents faute de solution, des travailleurs précaires pour qui se loger dignement relève du parcours du combattant.

C'est dans ce contexte que la SHLMR, la SEDRE et la SODEGIS ont organisé pour la seconde année consécutive les Rencontres Économiques, un rendez-vous entre bailleurs sociaux et entreprises locales. Plus de 230 participants représentant près de 200 entreprises ont répondu présents à cette matinée d'échanges consacrée aux perspectives de marchés publics pour les années 2026 et 2027.

Au total, les bailleurs sociaux ont annoncé plus de 450 millions d'euros de marchés pour les 2 prochaines années. Ces investissements concernent principalement la construction et la réhabilitation de logements sociaux, secteurs dans lesquels les entre-

prises réunionnaises du BTP sont fortement impliquées.

Pour les organisateurs, l'objectif est double : donner de la visibilité aux entreprises locales sur les marchés à venir et faciliter leur accès à la commande publique. Les Rencontres Économiques visent ainsi à favoriser le dialogue direct entre les entreprises et les équipes des bailleurs sociaux, afin de mieux préparer les appels d'offres et encourager les partenariats.

Pour des emplois non délocalisables

Dans une économie insulaire marquée par un chômage élevé, ces 450 millions d'euros représentent un levier important pour l'activité et l'emploi. Les chantiers de construction et de rénovation mobilisent un tissu d'entreprises locales, d'artisans et de salariés dont les compétences sont indispensables au développement du pays.

Mais une question demeure : ces investissements permettront-ils réellement de réduire la pénurie de logements ? Ou serviront-ils en grande partie à réparer un parc parfois vieillissant, conséquence de politiques de construction qui n'ont pas toujours privilégié la durabilité ?

Car une partie du logement social construit ces dernières décennies montre déjà des signes de dégradation prématurée. Réhabiliter devient alors une nécessité, mais cela ne crée pas de logements supplémentaires pour les 30 000 familles qui attendent.

En pleine guerre de Trump contre l'Iran

États-Unis : 38 chefs militaires défient la Maison-Blanche

Trente-huit hauts responsables militaires américains dénoncent publiquement une possible instrumentalisation politique des opérations militaires. Une prise de position rarissime qui révèle de fortes tensions entre la Maison-Blanche et l'institution militaire et relance le débat sur les limites du pouvoir de Trump comme commandant en chef des armées.

Un événement révélateur de la crise vient de secouer Washington. 38 hauts responsables militaires américains, dont plusieurs généraux d'armée aujourd'hui à la retraite, ont publié une lettre commune dénonçant ce qu'ils considèrent comme une instrumentalisation politique des opérations militaires. Dans un pays où la tradition impose aux officiers une stricte réserve publique, cette prise de parole collective constitue un signal d'alarme majeur.

Les ordres aux militaires doivent être indépendants de calculs politiques

La déclaration a été rendue publique lors d'une conférence de presse organisée au National Press Club à Washington. Trois figures militaires respectées y ont pris la parole : un ancien vice-président de l'état-major interarmées, une ancienne commandante de la flotte américaine du Pacifique et un ancien responsable du corps des Marines. Ensemble, ils ont expliqué pourquoi, selon eux, le silence n'était plus possible.

Le message central de leur lettre est clair : les décisions militaires ne doivent jamais dépendre de calculs politiques. Selon ces officiers, plusieurs incidents récents montrent au contraire que cer-

taines opérations auraient été influencées par des considérations partisans. Une situation qu'ils jugent incompatible avec les principes fondamentaux qui régissent les relations entre le pouvoir civil et l'armée.

Trois épisodes précis sont cités pour illustrer leur inquiétude. Le premier concerne un retrait rapide d'un poste de renseignement au Moyen-Orient, décidé sans consultation des commandants militaires sur place. Le second porte sur le report d'un exercice conjoint de l'OTAN après des tensions entre responsables militaires et autorités politiques. Enfin, le troisième incident, considéré comme le plus grave, évoque un retard dans l'envoi d'équipements militaires vers une base opérationnelle avancée.

Pour ces militaires, la question dépasse largement les divergences politiques habituelles. Le principe du contrôle par Trump de l'armée est un pilier du régime : les forces armées obéissent aux responsables élus. Mais ce principe repose aussi sur une responsabilité réciproque : les décisions militaires doivent être guidées par la sécurité nationale et non par des intérêts politiques personnels.

Si les accusations étaient confirmées, elles pourraient poser de sérieuses questions sur l'usage du pouvoir présidentiel de Trump en tant que commandant en chef.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

« Demoune va panss ou néna zarnyé dan la tête ! » : In kozman pou la rout

Mi sort lir in zistoir dann somi-lo mo Danyèl Honoré. Wala sak mwin la lir ; sé listoir d'in marmaye i fé in kantité la grimass dan la glass. Aprésa mèm li mète a kriyé san rézon. Son momo i mète ali an gard épi i di ali : ou la pa pèr si demoune i oi ou fèrs sa, lé riskab panssé ou néna zarnyé dan la tête.

An aoir zarnyé dan la tête la pa lo sign in bone santé mantal, sré mèm lo kontrèr. Si i di ou lé konmsa sé konmsi i di aou ou lé piké, ou la bpoir lank, ou la boir pétrol anfin sé dir aou néna kékshoz i kol pa bien avèk ou. Donk ou néna in zarnyé dann plafon.

Dizon la plipar d'tan i fo pran sa konml in lavèrtisman, in linvitassion a garde out kalm, a gard out sèlf-kontrol é sa sé lo méyèr afèr a fèr.

M'a dir azot kékshoz : mi yèm pa demoune i boir la rak é pou kossa d'apré zot ? Sinploman pars sak i b oir la rak i konsèrv pa son sèlf-kontrol é sa sé kékshoz i fodré pa si ou sé in om dign d'ète in onm, si ou sé in fanm dign d'ète in fanm.

Alon mète sa bien dann nout tête pars sa va sèrv anou dan la vi.

Justin